

Questions orales

évident que le gouvernement va devoir se pencher sur cette question. Il ne m'appartient pas d'en dire plus.

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, avec tout le respect dû au ministre de l'Énergie, la question des fusions et des demandes ne va pas s'arrêter là. En fait, le chaos qui règne maintenant pourrait multiplier leur nombre.

Est-ce que les décisions déjà rendues par le tribunal vont être appliquées et respectées? À propos de Texaco et d'Impérial, il nous faut des réponses. Est-ce que le tribunal va être saisi de nouveaux dossiers, ou si le directeur du Bureau de la concurrence va trancher en dernier ressort en ces matières? Est-ce que le gouvernement va rester inactif sur toutes ces questions? Le gouvernement devrait nous le dire immédiatement.

• (1450)

L'hon. Jake Epp (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je comprends que le député cherche à m'arracher une réponse, mais il comprendra également que je m'en tiens aux raisons que je lui ai données dans ma première réponse. La chose a maintenant été consignée. Je suis persuadé que les ministres compétents vont tenir compte de ses observations et informeront la Chambre le moment venu.

* * *

LES PÊCHES

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. La semaine dernière, le ministre du Commerce extérieur a dit à la Chambre qu'il devait se rendre avec le ministre des Pêches et des Océans à Bruxelles et en Irlande pour participer à des rencontres sur la surpêche par des pêcheurs étrangers au large des côtes de Terre-Neuve.

Le ministre peut-il nous dire si ces rencontres ont eu lieu et quels en sont les résultats? Et, en particulier, les ministres ont-ils indiqué aux représentants de la Communauté économique européenne que, s'il y a lieu, le Canada serait prêt à appliquer les recommandations du rapport Harris et à agir unilatéralement pour assurer la

protection des stocks de poisson qui chevauchent la zone de 200 milles?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député a raison. Mes collègues, le ministre des Pêches et des Océans et celui du Commerce extérieur, ont eu des discussions très utiles avec les ministres irlandais qui président le Conseil des pêches de la CEE et avec M. Marin, commissaire de la CEE chargé des questions relatives aux pêches.

D'ailleurs, le rapport Harris leur a été utile parce qu'il a donné du poids aux arguments du Canada concernant l'épuisement des stocks.

Les discussions se poursuivent toujours, mais, à mon avis, on peut dire que celles de la semaine dernière ont été parmi les plus encourageantes que nous ayons eues avec la CEE et ses pays membres. Dans les circonstances, le Canada n'a pas jugé bon de prendre de mesures unilatérales qui pourraient paraître menaçantes, parce que nous estimons que les discussions progressent. Elles n'ont pas encore abouti, mais je peux dire à la Chambre qu'elles ont été plus utiles que celles que nous avons habituellement avec la CEE et que nous avons l'intention de nous réunir plus souvent avec ses représentants.

J'aimerais aussi souligner qu'en plus du travail des ministres directement concernés, le premier ministre a joué un rôle très actif à ce sujet, notamment en exerçant des pressions pour sensibiliser les dirigeants des pays membres de la CEE.

L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges): Monsieur le Président, je remercie le ministre, et puis qu'il est si bien disposé, il pourrait peut-être nous donner la réponse à une autre question.

Il n'est pas sans savoir que depuis octobre dernier, à l'instar d'autres députés, je soulève la question de l'aide apportée dans le secteur de la pêche aux employés d'usines et aux pêcheurs qui sont très durement frappés par la situation actuelle. Il n'ignore également pas que depuis deux semaines, ses collègues, le ministre du Commerce extérieur, de St. John's-Ouest, et le ministre des Pêches et des Océans, laissent entendre dans la presse que l'annonce appropriée est imminente.